

Les subsides

M. Nystrom: Monsieur le Président, est-ce que le député de Vancouver-Kingway accepterait de le déposer?

M. Taylor: J'invoque le Règlement, monsieur le Président, un oiseau mort ne peut tomber de son nid.

M. Frith: Dans le même ordre d'idées, monsieur le Président, je voudrais dire à la Chambre que le parti libéral ne tient pas à le nationaliser non plus.

Le président suppléant (M. Charest): Avant de reprendre le débat, je dirai au député de Vancouver-Kingway que la Chambre acceptera sa tenue pour aujourd'hui, pourvu bien sûr qu'il n'en fasse pas sa tenue habituelle.

M. Dennis H. Cochrane (Moncton): Monsieur le Président, j'hésite presque à prendre la parole de crainte d'abaisser le haut niveau du présent débat.

J'aimerais faire quelques observations à propos de la motion présentée par le député d'Essex-Windsor (M. Langdon). Ma circonscription englobe cinq localités de la région de l'Atlantique et passe pour être le pivot des Maritimes et le centre des voies de communication des provinces de l'Atlantique. Je serai relativement bref car je suis impatient de rentrer dans ma circonscription, bien qu'après avoir écouté la description que le député d'Essex-Windsor a faite de la situation lamentable de la région, je ne sais pas très bien pourquoi je devrais être si pressé d'y retourner. Ma circonscription se portait bien lorsque je l'ai quittée lundi, mais je ne sais pas à quel point ses idées socialistes ont pu saper le moral des Canadiens de l'Atlantique en mon absence. Je vais cependant rentrer et faire de mon mieux pour mousser leur foi et leur confiance dans le Canada et les Maritimes.

A l'entendre, le député d'Essex-Windsor donne l'impression que dans les provinces de l'Atlantique, les gens sont déprimés, qu'ils se laissent aller au désespoir, que les suicides sont fréquents et que la violence imprègne notre vie quotidienne, et que tous ces malheurs sont imputables au gouvernement. Que le député se rassure, à titre de député de la circonscription de Moncton, dans la région de l'Atlantique, je peux affirmer qu'il n'en est rien. Les Canadiens de cette région ont beaucoup de fierté. Ils sont fiers d'être Canadiens et veulent participer au mieux-être collectif. Ils sont optimistes et possèdent une joie de vivre. Ce sont aussi des travailleurs acharnés et diligents. A l'occasion, bien sûr, le gouvernement doit leur venir en aide et faire adopter des mesures législatives à leur intention, mais ils ne demandent pas la charité. Nous ne voulons pas de faveurs qui seraient le fruit de mesures d'urgence ou de rapiécage pour régler nos problèmes économiques. Les citoyens des provinces de l'Atlantique réclament des emplois utiles qui ne découlent pas d'une loi ou d'une initiative spéciales mais qui soient permanents, de longue durée, productifs et qui soient le produit d'une économie vigoureuse avec le concours d'un gouvernement économe.

Il me tarde de voir de quelle manière le comité d'action du NPD remplira son mandat, car s'il persiste à informer la Chambre de ses moindres incursions dans les régions, nous allons prendre du retard dans notre examen des questions nationales qu'il nous faut régler afin de remettre le Canada sur pied. Si l'on présente une motion chaque fois qu'on va écouter ce que les gens ont à dire, nous allons nous retrouver une fois de plus avec les mêmes solutions faites de bric et de brac qui sont incapables de régler les problèmes économiques de

l'Atlantique et de l'ensemble du Canada. Nous avons connu ces solutions fragmentaires qui étaient inspirées par des motifs partisans.

C'est d'ailleurs ce qui inspire sans doute la motion d'aujourd'hui et qui a poussé le NPD à créer ce comité d'action. Nous avons trop connu de ces initiatives isolées qui répondaient à des impératifs partisans et je voudrais en signaler une brièvement, qui concerne un secteur à proximité de ma circonscription que le ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser) représentait à l'époque. Le ministère de l'Expansion industrielle régionale s'est intéressé tout à coup, pour des motifs partisans, à une certaine usine. On souhaitait faire de la technologie de pointe dans un secteur qui n'y était pas encore préparé.

• (1440)

Incidentement, il n'y a pas eu de consultations. Le gouvernement fédéral s'est engagé dans l'affaire sans avoir consulté la province. Or, le seul gouvernement à avoir accordé des crédits fut celui du Nouveau-Brunswick. La province a dépensé avec peine 5 millions de dollars afin d'ériger une passerelle et d'aménager les conduites d'eau et d'aqueduc pour une usine dont le projet n'était pas économiquement justifiable. Le MEIR n'avait aucune raison valable à l'époque de financer cette entreprise. Il n'avait pas fait non plus de consultations. Voilà la façon illogique dont l'ancien gouvernement voulait solutionner nos problèmes au Canada et que cette motion nous rappelle. Des solutions de ce genre, à la petite semaine, ne pourront pas résoudre les problèmes des Canadiens de l'Atlantique. Elles s'inspirent du pifomètre et nous en avons déjà trop vu de semblables.

Un regard rapide sur la motion, et c'est heureusement tout le temps que j'ai pu y consacrer, monsieur le Président, permet de constater qu'elle ne traite pas d'un grand nombre de questions qui intéressent les Canadiens de la région de l'Atlantique. Il n'y est pas question d'élargir notre base industrielle autrement que par les petites entreprises et les coopératives. Il n'y est pas question de tourisme. On ne peut pas ne pas sentir le dynamisme et la vigueur de l'industrie touristique dans la région de l'Atlantique, qu'appuie l'accord de 32 millions de dollars que le gouvernement a signé avec le Nouveau-Brunswick et un autre semblable avec l'Île-du-Prince-Édouard. La motion sommaire que proposent nos collègues de l'opposition n'en dit rien. Il n'y est pas question d'éducation ou de recyclage.

Elle est cependant exacte sur un point: l'allusion aux excellentes ressources humaines qui sont disponibles dans la région de l'Atlantique. Ces personnes veulent travailler à la relance économique du pays. Mais la motion ne parle pas de les recycler. Elle ne parle pas non plus de l'enseignement supérieur à leur donner pour les préparer à se tailler une place dans notre monde voué à la technologie. Il n'y a rien dans cette motion au sujet des transports. Moi qui viens d'un coin situé au cœur des Maritimes et au centre des transports de la région de l'Atlantique, cela m'inquiète. Je veux que l'équipe gouvernementale dont je fais partie travaille de concert avec toutes les provinces afin que les mesures législatives que nous présenterons pour aider la région de l'Atlantique et toutes les autres n'omettent aucun des secteurs nécessaires comme les transports.